

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative Place Bonet CS 40020
61000 Alençon

Évreux, le 13/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TB INDUSTRIE

ROUTE DE VIRE - BP 6
TINCHEBRAY
61800 Tinchebray-Bocage

Références : 61-2024-0037 -JE
Code AIOT : 0005302394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2024 dans l'établissement TB INDUSTRIE implanté ROUTE DE VIRE - BP 6 TINCHEBRAY 61800 Tinchebray-Bocage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'un dépassement des valeurs limites de rejets en eau constaté lors d'un contrôle inopiné effectué par le laboratoire LABÉO FRANK DUNCOMBE le 07/07/2023 et déclaré dans l'application GIDAF.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TB INDUSTRIE
- ROUTE DE VIRE - BP 6 TINCHEBRAY 61800 Tinchebray-Bocage

- Code AIOT : 0005302394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TORBEL INDUSTRIE s'est spécialisée dans la fabrication de ferrures et d'accessoires adaptés à l'intérieur et l'extérieur de l'habitat. L'entreprise a débuté son activité par la fabrication de ferrures pour volets en bois, aluminium ou PVC, telles que des espagnolettes, pentures, des gonds ou encore des arrêts.

Elle s'est ensuite développée dans la ferrure pour portails avec des pivots, des sabots, des arrêts, des crémaillères ou encore des verrous pour différents types de portails qu'ils soient coulissants ou battants ainsi que pour les portes de garages. Peu après, l'entreprise complète son offre dans la fabrication d'accessoires pour l'isolation extérieure, ainsi que des ferrures pour portes spécifiques et fenêtres telles que des paumelles, crémones, fiches à larder et béquilles ainsi qu'une gamme de visserie spécialisée et quincaillerie d'ameublement.

L'entreprise gère toutes les étapes de production, de la confection à la fabrication en passant par la finition jusqu'à la logistique et le contrôle qualité.

Implantée dans les anciens bâtiments de l'entreprise MERMIER LEMARCHAND, le site de TORBEL INDUSTRIE situé à Tinchebray a pour activité la fabrication de serrures et de ferrures.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Point n°10	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	15 jours
11	Point n° 11	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
12	Point n° 12	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Point n°1	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 1	Sans objet
2	Point n°2	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 42	Sans objet
3	Point n°3	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Sans objet
4	Point n°4	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	Sans objet
5	Point n°5	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Sans objet
6	Point n° 6	Code de l'environnement du 14/02/2024, article R515-70	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Point n° 7	Code de l'environnement du 14/02/2024, article R515-71	Sans objet
8	Point n°8	Code de l'environnement du 14/02/2024, article R515-72	Sans objet
9	Point n°9	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dépassement des valeurs limites constaté à l'issue du prélèvement inopiné d'eau à la sortie de la station d'épuration par le laboratoire LABÉO FRANK DUNCOMBE effectué le 07/07/2023 a été justifié par l'exploitant.

Ce dépassement a été provoqué par une défaillance de la station d'épuration de l'entreprise mais il n'y a pas eu de rejet d'eau polluée dans le milieu naturel.

L'exploitant a été informé qu'il devra intégrer ces informations dans le logiciel GIDAF si ce genre d'incident se reproduit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : Rubrique 3260 autorisé [...]
Constats : Le classement du site a été vérifié suite au changement d'exploitant. Les arrêtés préfectoraux antérieurs au changement d'exploitant s'appliquent. L'arrêté préfectoral complémentaire de 2020 confirme le classement. L'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'applique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Point n°2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : « Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations dont le dossier complet de demande d'autorisation est postérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. « Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations existantes, à l'exception : « - des dispositions du II et du III de l'article 3 ; « - des dispositions du I de l'article 3 et de l'article 8 qui

ne sont pas applicables aux installations ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation déposée antérieurement au 1er octobre 2006. Toutefois, si les modifications ou extensions d'installations ont nécessité la construction de nouveaux bâtiments, le I de l'article 3 s'applique à ces nouveaux bâtiments. « Les dispositions des II et III de l'article 5, des articles 6 et 10, dans leur rédaction issue de l'arrêté du 20 avril 2023, sont applicables aux installations existantes à compter du 1er juillet 2024. « Les installations existantes sont les installations régulièrement autorisées à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont le dossier complet de demande d'autorisation est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. « Cet arrêté s'applique sans préjudice des prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises et qui demeurent applicables. C'est notamment le cas du II de l'article 3 dans la rédaction issue de l'arrêté du 30 juin 2006 qui est applicable aux installations existantes pour lesquelles le dossier complet de demande d'autorisation est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. »

Constats :

L'exploitant a été informé par l'inspection de l'évolution de l'arrêté ministériel du 30/06/2006. En particulier: « Les dispositions des II et III de l'article 5, des articles 6 et 10, dans leur rédaction issue de l'arrêté du 20 avril 2023, sont applicables aux installations existantes à compter du 1er juillet 2024.» « Les installations existantes sont les installations régulièrement autorisées à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont le dossier complet de demande d'autorisation est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté »

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Point n°3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

I.-Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations, etc.) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.

II.-Les dispositions du A et du B de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont applicables à l'installation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant les contrôles effectués.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

III.-Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.

<p>Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été informé de l'évolution de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se mettre en conformité avec la nouvelle version de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 et ce, pour le 2 juillet 2024 au plus tard (date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions applicables).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Point n°4

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"I.-Dispositions générales :</p> <p>Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances à mentions de dangers H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Ils sont aménagés de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche.</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui sont maintenus fermés.</p> <p>Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. L'étanchéité du ou des réservoirs associés peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.</p>

<p>Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>[...]</p> <p>IV. - Ouvrages épuratoires :</p> <p>Les réacteurs de décyanuration et de déchromatation seront munis de rétentions sélectives, avec un déclencheur d'alarme en point bas. L'ensemble de l'ouvrage épuratoire sera construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.</p> <p>La détoxification d'effluents cyanurés et le stockage de bains usés ou concentrés cyanurés sont implantés de manière à éviter toute possibilité de stagnation de vapeurs ou gaz toxiques.</p> <p>V. - Chargement et déchargement :</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les conclusions de l'étude de dangers. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été informé de l'évolution de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se mettre en conformité avec la nouvelle version de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 et ce, pour le 2 juillet 2024 au plus tard (date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions applicables).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Point n°5

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.</p> <p>I.-L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>L'installation est notamment dotée :</p>

a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.

II.-Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :

-dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;

-dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

III.-Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

IV.-L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives,

accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a été informé de l'évolution de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité avec la nouvelle version de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 et ce, pour le 2 juillet 2024 au plus tard (date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions applicables).

Une attention particulière est portée sur la partie suivante de l'article 10 :

II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :

« - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;

« - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

« Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

« Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

« III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Point n° 6

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/02/2024, article R515-70

Thème(s) : Risques chroniques, BREF

Prescription contrôlée :

I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ;

- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.

II. - Si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les

prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions.

III. - Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants :

a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;

b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;

c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

Constats :

L'exploitant a été informé de la parution prochaine des nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit surveiller la parution des nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Point n° 7

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/02/2024, article R515-71

Thème(s) : Risques chroniques, BREF

Prescription contrôlée :

I. – En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.

II. – En vue du réexamen prévu au II et au III de l'article R. 515-70, le préfet prescrit, par arrêté pris dans les formes prévues par l'article R. 181-45, la remise du dossier de réexamen dans un délai ne dépassant pas douze mois à compter de la date de signature de cet arrêté.

III. – Sauf si un arrêté ministériel a fixé les conditions d'une transmission par voie électronique, le dossier de réexamen est remis en trois exemplaires.

Lorsque le dossier de réexamen est soumis à consultation du public en application de l'article L. 515-29, l'exploitant fournit le nombre d'exemplaires de ce dossier nécessaires à l'organisation de cette consultation. Ce dossier comporte un résumé non technique.

L'exploitant joint également une version du dossier de réexamen au format électronique.
IV. – Si ce dossier doit être soumis à consultation du public, dès que le dossier est complet et régulier, le préfet en informe l'exploitant.
Constats : L'exploitant a été informé de la parution prochaine des nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dès la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Point n°8

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/02/2024, article R515-72
Thème(s) : Risques chroniques, BREF
Prescription contrôlée : Le dossier de réexamen comporte : 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ; 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ; 3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.
Constats : Ces informations sont portées à la connaissance de l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le dossier doit être conforme à l'article R515-72 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Point n°9

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 3
Thème(s) : Situation administrative, valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : tableau des valeurs limites de rejets aqueux dans le milieu naturel : MES :30 mg/l - 1050 g/j DCO : 120 mg/l - 4200 g/j Phosphore total : 2 mg/l - 70 g/j Azote: 50 mg/l - 1750 g/j AOX: 0,5 mg/l - 17,5 g/j Tributylphosphate: 4 mg/l - 140 g/j Fluorure: 15 mg/l - 525 g/j Indice hydrocarbure : 5 mg/l - 175 g/j Zinc : 2 mg/l - 70 g/j Fer : 5 mg/l - 175 g/j Chrome III: 2 mg/l - 70 g/j Aluminium: 5 mg/l - 175 g/j
Constats : Les prélèvement pour analyse sont effectués à l'intérieur de la station d'épuration avant rejet dans une cuve extérieure. Des dépassements des valeurs limites de rejets ont été constatés lors d'un contrôle inopiné effectué par le laboratoire LABÉO FRANK DUNCOMBE le 07/07/2023 et déclarés dans l'application GIDAF. Ces dépassement ont porté sur le zinc (4,92 mg/l), le Fe (6,98 mg/l), et la DCO (202 mg/l). Au regard des informations recueillies au cours de l'inspection, l'installation de traitement a rencontré un dysfonctionnement au moment où le prélèvement a été réalisé. A ce moment là, les effluents n'étaient pas rejetés vers le milieu naturel compte tenu du dysfonctionnement, mais collectés dans une citerne extérieur de 25 m3 pour ensuite être renvoyés vers la station de traitement dès qu'elle était opérationnelle à nouveau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En cas de nouveau dépassement des valeurs limite d'émission mis en évidence lors d'un contrôle inopiné ou lors des contrôles d'autosurveillance, l'exploitant doit indiquer ces informations dans l'application GIDAF en commentaires en précisant toutes les actions correctives engagées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Point n°10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Situation administrative, valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7

et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.
La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

Il a été constaté que l'application GIDAF n'est pas tenu à jour régulièrement. L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'évolution de l'interface associée à une mauvaise manipulation par le technicien en charge de la transmission des données avait empêché la transmission des données

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les résultats de l'autosurveillance par l'intermédiaire de GIDAF tous les mois et contacter l'inspection des ICPE sans attendre en cas d'empêchement ou de toute difficulté éventuelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15jours

N° 11 : Point n° 11

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, recensement des Substances PAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

L'exploitant a été informé qu'il devait transmettre sous trois mois à compter de la parution de l'arrêté du 20/06/2023, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois

N° 12 : Point n° 12

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 g/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p> <p>II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p> <p>Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été informé qu'il devait réaliser la première campagne d'analyse des rejets aqueux sous six mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 20/06/2023.</p> <p>L'inspection attend les résultats.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des ICPE un bon de commande pour réaliser les campagnes de mesures des PFAS auprès d'un laboratoire</p> <p>Les résultats des campagnes devront être renseignés dans l'application GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois